

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 7 FEVRIER 2018**

DS/LD

**OBJET : 3.1 – EXPLOITATION – EAU POTABLE – CONVENTION-TYPE MISE A DISPOSITION  
MOYENS ENTRE SEBA ET MEMBRES**

L'an deux mille dix-huit, le sept du mois de février à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,  
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,  
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,  
Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Etait excusé :

M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI

**OBJET : 3.1 – EXPLOITATION – EAU POTABLE – CONVENTION TYPE MISE A DISPOSITION  
MOYENS ENTRE SEBA ET MEMBRES**

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).**

En application de l'article L.5721-9 du code général des collectivités territoriales et de ses statuts, le SEBA peut mettre à la disposition de ses membres, sur leur demande, les moyens d'action dont il est doté, ou les compétences dont il dispose, notamment dans les domaines suivants :

- la surveillance, l'entretien, les études et les travaux sur les appareils de défense contre l'incendie ;
- la recherche de fuites d'eau.

Cette mise à disposition de moyens, sous forme de prestations dites « intégrées », passe par une convention dont le modèle est proposé en **annexe**.

A travers cette convention, le SEBA apporte à la collectivité demandeuse les moyens nécessaires à la mise en œuvre de l'un (ou les deux) des domaines d'activités cités ci-dessus.

La convention, qualifiée de « convention de mise à disposition de moyens », a pour objet de:

- préciser les prestations intégrées réalisées par le SEBA pour la collectivité concernée ;
- déterminer les modalités de remboursement des prestations intégrées réalisées.

Il est proposé au bureau syndical de :

- Approuver la convention-type à intervenir entre le SEBA et les collectivités demandeuses d'une mise à disposition de moyens ;
- Autoriser le président à signer les conventions qui interviendront dans ce cadre, adaptées à la situation du demandeur.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL

# Convention de mise à disposition de moyens

Entre, d'une part,

Le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche, représenté par son Président, M. Jean PASCAL, agissant en application de la délibération du bureau syndical du 7 février 2018, désigné dans la présente sous le terme « SEBA »,

et, d'autre part,

la Commune de ..... (ou l'EPCI .....), représenté(e) par son Maire (ou son Président), M./Mme ....., agissant en application de la délibération du Conseil municipal / Conseil Communautaire en date du ..... désigné(e) dans la présente sous le terme « la Collectivité adhérente »,

il est établi la présente convention de mise à disposition de moyens.

## PREAMBULE

En application de l'article L.5721-9 du code général des collectivités territoriales et de ses statuts, le SEBA peut mettre à la disposition de ses membres, sur leur demande, les moyens d'action dont il est doté, ou les compétences dont il dispose, notamment dans les domaines suivants :

- la surveillance, l'entretien, les études et les travaux sur les appareils de défense contre l'incendie ;
- la recherche de fuites d'eau.

A travers la présente convention, le SEBA apporte à la Collectivité adhérente les moyens nécessaires à la mise en œuvre du (ou des) domaine(s) d'activités suivant(s) :

- Défense contre incendie
- Recherche de fuites d'eaux

## Article 1 - OBJET

La présente convention, qualifiée de « convention de mise à disposition de moyens », a pour objet de:

- préciser les prestations intégrées réalisées par le SEBA pour la Collectivité adhérente ;
- déterminer les modalités de remboursement des prestations intégrées réalisées.

## **Article 2 - DUREE, EVOLUTION ET RESILIATION**

La convention prend effet à sa date de signature.

Elle est d'une durée illimitée, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties dans les conditions ci-dessous.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, sous réserve d'un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée avec accusé de réception. L'exercice de ce droit de dénonciation n'ouvre droit à aucune indemnisation pour l'une ou l'autre des parties.

La convention est modifiable par voie d'avenant.

## **Article 3 - PRESTATIONS REALISEES PAR LE SEBA POUR LA COLLECTIVITE**

*(A préciser selon l'un ou l'autre des cas prévus au préambule, ou les deux).*

Le SEBA est libre de désigner ceux de ses agents qui réaliseront les missions définies au présent article. Le SEBA peut refuser d'exécuter les prestations intégrées si des règles déontologiques le lui imposent, si le SEBA se trouve à devoir travailler via ces missions contre ses propres intérêts ou ceux de ses autres membres, ou si une infraction semble se constituer au fil des instructions qui lui sont données au titre des présentes.

## **Article 4 - REMBOURSEMENT DES PRESTATIONS**

La facturation est réalisée selon une périodicité annuelle au début de l'année n + 1, l'année n étant celle de la réalisation des prestations.

Les tarifs applicables sont ceux votés par le comité syndical du SEBA et présentés dans le catalogue des tarifs syndicaux de l'année correspondante aux prestations réalisées. Ils apparaissent hors taxes dans le catalogue des tarifs. Les coûts facturés peuvent comprendre un ou des devis spécifiques, ainsi que prévu par le catalogue des tarifs.

Aucun frais, autre que les sommes indiquées dans le présent article, ne sera facturé par le SEBA.

## Article 5 - ENGAGEMENTS DES PARTIES

### A- Engagements de la Collectivité adhérente

La Collectivité adhérente s'engage à désigner un référent qui sera l'interlocuteur privilégié du SEBA, recensera périodiquement les besoins de la Collectivité et assurera le suivi des commandes et des dépenses au sein de la Collectivité.

La Collectivité adhérente s'engage aussi à mettre à disposition l'ensemble des informations nécessaires à la bonne réalisation des missions par le SEBA.

### B- Engagements du SEBA

Le SEBA s'engage :

- à assurer les missions décrites dans la présente convention, dans les délais d'exécution prévus en accord avec les services de la Collectivité adhérente, sauf en cas de force majeure ;
- à produire les rapports écrits nécessaires au suivi des travaux réalisés.

La présente convention étant établie dans le cadre d'une prestation de services intégrée, la Collectivité adhérente dispose au fil de l'exécution de la convention d'un droit de formuler des instructions et des recommandations au SEBA, sous toutes réserves légales ou réglementaires.

## Article 6 - LITIGES

Tout différent relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention sera réglé par la voie amiable. A cet effet, une commission mixte, composée de trois membres désignés par le SEBA et trois membres désignés par la Collectivité, sera réunie.

A défaut d'accord, le litige sera réglé par le tribunal administratif compétent, qui pourra recourir à la mission de conciliation prévue par l'article L.221-4 du code de justice administrative.

Fait à Largentière en trois exemplaires, le .....

Pour le SEBA,

Pour la Collectivité,

Le Président, Jean PASCAL